

La FWB débloque 25,5 millions pour les enseignants

À l'issue de la réunion du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, un budget de 25,5 millions d'euros a été dégagé pour répondre aux demandes du personnel enseignant.

La plus grosse partie de l'enveloppe intègre le protocole sectoriel et servira à l'augmentation progressive de la prime de fin d'année des travailleurs de l'enseignement, tous niveaux et toutes catégories confondus. 4 millions prévus pour 2019, puis un budget annuel de 16,5 millions à partir de 2020. *«La concertation sectorielle, qui se déroule dans le contexte particulier de fin de législature, a permis de soulever certaines préoccupations et demandes»*, a déclaré le ministre-président Rudy Demotte.

Contactés par L'Echo, les syndicats soulignent l'évolution positive des discussions, mais attendent de consulter le protocole complet pour se prononcer. *«Ce budget semble aller dans la bonne direction, mais nous demandons aussi une position claire à propos des barèmes»*, indique Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC-Enseignement. Le gouvernement a annoncé la mise en place d'un groupe de travail sur le sujet.

16,5 millions €

Le budget annuel alloué dès 2020 à la revalorisation progressive de la prime de fin d'année des enseignants.

La demande n'est en effet pas nouvelle. L'accord sectoriel devait être conclu initialement le 27 mars dernier. Les syndicats demandaient alors l'alignement de la prime de fin d'année sur le reste de la fonction publique. *«La marge de manœuvre est assez faible, au vu du budget de la Fédération»*, répondait alors le cabinet. *«À l'approche des élections, il serait difficile de se passer des voix des enseignants»*, nous expliquait un proche des négociations, anticipant par là le déblocage soudain de ce budget.

Autre mesure phare obtenue à l'issue de cette réunion, l'attribution de 7 millions annuels d'ici 2020 pour stabiliser les enseignants dans leur première année. *«Jusqu'à présent, les mesures prises visaient à lutter contre la pénurie, mais il faut également s'attaquer à la source en aidant à stabiliser les nouveaux enseignants, explique Marie-Martine Schyns, la ministre de l'Éducation. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui, 35% des jeunes enseignants quittent le métier dans les cinq premières années.»*

T.G.